



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Asie du Sud-Est

Une publication du SER de Singapour
N° 2 (2026)

Faits saillants

- ❖ Vietnam : croissance du PIB de 8 % en 2025, en nette accélération par rapport à 7,1 % en 2024
- ❖ Philippines : le budget pour 2026 s'élève à 115 Md USD (+7 % en g.a.)
- ❖ Laos : réélection de T. Sisoulith à la tête du Parti communiste laotien

LE CHIFFRE À RETENIR

4,8 %

Croissance du PIB à
Singapour en 2025,
plus haut depuis 2021

Région

UOB anticipe un maintien de l'attractivité régionale en 2026, porté par les recompositions de chaînes de valeur

Selon Suan Teck Kin, directeur de la recherche de UOB, l'ASEAN resterait en 2026 l'une des zones les plus attractives pour les affaires, portée par un environnement opérationnel jugé stable, les effets des réalignements de chaînes d'approvisionnement (hausse des exportations vers les États-Unis et dynamisme de la demande domestique) et des projets d'intégration économique comme la ZES Johor–Singapour. UOB souligne également le rôle structurant des échanges avec la Chine (partenaire commercial n°1 de l'ASEAN depuis 16 ans ; commerce bilatéral proche de 990 Md USD en 2024 et attendu au-delà de 1 000 Md USD fin 2025), et indique que, malgré les menaces tarifaires américaines évoquées en 2025, le commerce régional serait resté globalement résilient. La banque met enfin en avant l'attractivité de l'ASEAN pour les investissements directs étrangers (avec un rôle de « parking » à Singapour via sa place financière) et anticipe des perspectives favorables à horizon 5–10 ans.

Découverte pétrolière majeure en mer, la plus importante en Asie du Sud-Est depuis vingt ans

La découverte pétrolière offshore de Hai Su Vang (HSV) dans le bassin de Cuu Long au Vietnam constitue la plus importante découverte de pétrole en Asie du Sud-Est des vingt dernières années, selon Wood Mackenzie. Les résultats d'évaluation préliminaires du puits HSV-2X, opéré par Murphy Oil, font état de 429 pieds de colonne pétrolifère répartis sur deux réservoirs. Les réserves récupérables sont désormais estimées dans la fourchette haute de 170 à 430 millions de barils équivalent pétrole. Cette découverte intervient dans un contexte de déclin marqué de la production pétrolière du Vietnam (de 365 000 b/j en 2005 à moins de 120 000 b/j en 2025) et pourrait soutenir l'attractivité du cycle actuel de licences offshore, sous réserve d'une mise en œuvre effective des réformes réglementaires engagées depuis 2023.

Indonésie

Publication du budget 2026 de l'Indonésie

Le gouvernement indonésien a rendu public mercredi 7 janvier 2026 le budget de l'État pour 2026, plus de trois mois après son adoption par le Parlement le 23 septembre 2025, et alors qu'il n'a été promulgué que fin décembre par le président Prabowo Subianto via la loi n°17 de 2025. Ce budget prévoit des recettes s'élevant à 191,1 Md USD (+10 % par rapport aux projections révisées des recettes enregistrées pour 2025), dont 163,3 Md issus des impôts, alors qu'aucun nouveau type de contribution n'est prévu pour cette année. Les dépenses s'élèvent à 233 Md USD, incluant les transferts aux régions en forte baisse de 25 % par rapport au budget 2025, avec pour objectif une croissance économique de 5,4 % en 2026. Ce décalage entre le vote parlementaire et la promulgation officielle suscite des critiques d'organisations de la société civile, qui dénoncent un manque de transparence et craignent une marge accrue de discrétion budgétaire de l'exécutif.

Déficit budgétaire pour 2025 à 2,92 %, plus haut niveau depuis 20 ans

Le déficit budgétaire de l'Indonésie a atteint en 2025 son plus haut niveau depuis plus de vingt ans hors période de pandémie, frôlant le plafond légal de 3 % du PIB lors de la première année pleine de présidence de Prabowo Subianto. Le déficit s'est établi à 695 100 Md IDR (42 Md USD), soit 2,92 % du PIB, dépassant les objectifs initiaux (2,53 %) et révisés (2,78 %), sous l'effet d'une hausse des dépenses publiques (+2,7 %) et d'un recul des recettes (-3,3 %), pénalisées par une collecte fiscale inférieure aux attentes et la baisse des revenus liés aux matières premières. Cette dégradation des comptes publics ravive les inquiétudes des investisseurs quant à la soutenabilité budgétaire du pays, dans un contexte de ralentissement économique et de politiques de soutien à la croissance et au pouvoir d'achat, plaçant le nouveau ministre des Finances, Purbaya Yudhi Sadewa, sous une surveillance accrue des marchés.

La banque centrale abandonne le JIBOR au profit du taux de référence Indonia

La banque centrale indonésienne (Bank Indonesia) a officiellement cessé de publier le taux interbancaire JIBOR à compter du 1er janvier, marquant une étape clé dans la réforme de ses taux de référence en roupie au profit de l'Indonesia Overnight Index Average (Indonia). Calculé à partir de transactions interbancaires effectives et non plus de cotations déclaratives, Indonia est jugé plus objectif et représentatif des conditions réelles de liquidité du marché. Cette transition, préparée de longue date puisque les deux indices coexistaient depuis 2018, s'inscrit dans la feuille de route « Money Market Development Blueprint 2030 » et aligne l'Indonésie sur les réformes internationales initiées par le G20 après la crise financière de 2008, visant à renforcer la transparence, la crédibilité et l'intégrité des marchés financiers.

Malaisie

Les échanges commerciaux ont augmenté de 11,1% en novembre

En novembre 2025, le commerce extérieur de la Malaisie a progressé de 11,1 % en g.a, atteignant 58,6 Md USD. Les produits électriques et électroniques occupent toujours une place centrale, représentant environ 40 % des exportations, près de 30 % des importations et un peu plus d'un tiers du commerce total. Les exportations ont augmenté de 7,0 % à 29,9 Md USD, portées essentiellement par les réexportations (+40,3 %), tandis que les exportations domestiques sont restées quasi stables (+0,3 %). Les importations ont crû plus rapidement, de 15,8 % à 28,6 Md USD, sous l'effet de la forte progression des biens d'équipement (+56,8 %) et, dans une moindre mesure, des biens intermédiaires (+5,0 %). Aussi, le solde commercial s'est nettement contracté, reculant de 58,8 % à 1,3 Md USD. Depuis janvier 2025, les exportations ont augmenté de 6,1 %, les importations de 5,6 % et les échanges commerciaux de 5,8 % pour atteindre 622,2 Md USD, la Chine demeurant le premier partenaire commercial (17,8 % des échanges), suivie de Singapour (12,2 %) et des États-Unis (6,3 %).

AirBorneo prend son envol

Le 1er janvier, la compagnie aérienne AirBorneo a officiellement lancé ses opérations, succédant à MASwings à la suite de son rachat au groupe Malaysian Airlines par le gouvernement de l'État fédéré de Sarawak. La nouvelle compagnie reprend l'intégralité de la flotte de MASwings, afin d'assurer la continuité des services existants. Sa flotte comprend actuellement huit avions turbopropulsés ATR 72-500 et six DHC-6 Twin Otter, utilisés pour les liaisons rurales sur pistes courtes. AirBorneo, qui compte près de 350 employés, concentrera dans un premier temps ses activités sur les liaisons domestiques à Sabah, Sarawak et Labuan mais prévoit une expansion progressive de ses opérations au cours de l'année 2026. La compagnie envisage d'ouvrir sa première liaison régionale internationale à partir du second semestre 2026.

L'inflation augmente légèrement en novembre

En novembre 2025, la Malaisie a enregistré une inflation de 1,4 % en g.a, en légère hausse par rapport à octobre (1,3 %). Cette progression s'explique notamment par l'augmentation des prix des boissons alcoolisées et du tabac (+2,4 %), sous l'effet des mesures budgétaires pour 2026, telle que l'augmentation des droits d'accise sur l'alcool et les produits du tabac. Les secteurs des restaurants et de l'hébergement (+3,4 %), des services financiers (+5,6 %) et de la santé (+1,5 %) ont également contribué à cette tendance, tandis que les coûts des communications (-1,3 %) et de l'habillement (-0,1 %) ont reculé. L'inflation sous-jacente reste stable à 2,2 %, reflétant un équilibre entre la baisse des coûts du logement et la légère reprise des prix des transports. Les perspectives pour 2026 demeurent prudentes : une inflation contenue par la stabilité monétaire du ringgit et une modération attendue des prix alimentaires.

Le PMI reste stable en décembre, porté par l'emploi

En décembre 2025, l'indice PMI manufacturier s'est maintenu à 50,1, signalant une légère expansion du secteur pour le deuxième mois consécutif. Cette stabilité reflète une croissance modérée, soutenue par une hausse marquée de l'emploi, la troisième plus forte depuis 2012 et la plus prononcée en sept ans liée à l'anticipation de nouveaux projets et au remplacement de départs. Cependant, la demande reste atone : les nouvelles commandes ont ralenti, et les exportations ont enregistré un quatrième mois consécutif de modération. Les achats d'intrants ont stagné (indice à 50,0), mettant fin à cinq mois de croissance, tandis que les délais de livraison se sont allongés du fait de conditions météo défavorables et de congestions logistiques. Les pressions inflationnistes se sont atténuées, avec des hausses marginales des coûts d'intrants et des prix de vente, certains industriels octroyant même des rabais pour stimuler la demande. Les stocks (matières premières et produits finis) ont diminué, reflétant une gestion prudente des inventaires. Malgré un optimisme en recul par rapport au pic de novembre 2025, les industriels malaisiens restent confiants pour 2026, anticipant une amélioration progressive de la demande.

Singapour

Une croissance de 4,8 % en 2025, au-delà des attentes, mais des perspectives plus modérées

Selon les estimations provisoires publiées par le ministère du Commerce et de l'Industrie (MTI) de Singapour le 2 janvier, l'économie singapourienne a enregistré une croissance de 5,7 % au T4-2025, portée notamment par une expansion remarquable du secteur manufacturier (+15 %), tirée par la demande soutenue en produits pharmaceutiques et en composants électroniques liés à l'intelligence artificielle. Sur l'ensemble de l'année 2025, la croissance économique s'est établie à 4,8 %, dépassant ainsi les prévisions de novembre du MTI de 4 % et marquant une accélération par rapport à 2024 (+4,4 %). Dans son message de Nouvel An, le PM Lawrence Wong a toutefois souligné le caractère difficilement soutenable de ce rythme dans un contexte de fragmentation des échanges et de tensions géopolitiques persistantes. Pour 2026, les autorités anticipent un ralentissement, avec une croissance attendue entre 1 % et 3 %. Un premier ensemble de propositions de la task force « Revue Stratégique Economique », piloté par le ministre du

Commerce et de l'Industrie Gan Kim Yong et visant à renforcer la compétitivité de Singapour, devrait être présenté prochainement.

Lee Hsien Loong (ex-PM) : pour assurer sa sécurité, Singapour mise sur son économie, sa défense et une diversification de ses partenaires

S'exprimant le 8 janvier 2026 lors du Regional Outlook Forum de l'ISEAS – Yusof Ishak Institute, le Senior Minister et ancien Premier ministre (2004-2024) Lee Hsien Loong a rappelé que la sécurité de Singapour repose sur trois piliers complémentaires : (i) la solidité de sa base économique ; (ii) le maintien d'une force armée crédible ; et (iii) le développement de coopérations régionales et internationales. Dans un contexte de rivalités accrues entre grandes puissances, il a souligné l'enjeu, pour les petits États, de préserver leurs marges de manœuvre stratégiques en diversifiant leurs partenariats et en s'inscrivant dans des cadres d'échanges fondés sur des règles, notamment au sein de l'ASEAN et à travers des accords économiques régionaux. Il a rappelé que Singapour consacre de longue date environ 3 % de son PIB aux dépenses de défense, dans une logique strictement dissuasive, et a réaffirmé une posture de non-alignement stratégique face aux pressions visant à « choisir un camp ». Lee Hsien Loong a par ailleurs exprimé les préoccupations de Singapour face à l'intervention militaire unilatérale des États-Unis au Venezuela, estimant qu'une action conduite sans mandat multilatéral, malgré la situation interne dégradée du pays, constitue un précédent préoccupant pour les petits États dépendants d'un ordre international fondé sur des règles.

Vietnam

L'économie vietnamienne a atteint son objectif de croissance pour 2025

Selon l'Office national des statistiques (NSO), le Vietnam a enregistré une croissance du PIB de 8 % en 2025, en nette accélération par rapport à 7,1 % en 2024. Cette performance a été réalisée malgré un contexte mondial incertain, l'impact des catastrophes naturelles et les droits de douane américains, confirmant la place du Vietnam parmi les économies les plus dynamiques d'Asie du Sud-Est. La croissance a principalement été portée par les services (+8,6 % ; 42,8 % du PIB), l'industrie et la construction (+9 % ; 37,7 % du PIB), tandis que l'agriculture et la pêche (11,6 % du PIB) n'ont progressé que de 3,8 %. Ce dynamisme s'explique également par la forte progression des exportations (+17 %) et le maintien d'un niveau soutenu d'investissements directs étrangers (38,4 Md USD, +0,5 %). De son côté, l'inflation reste maîtrisée à 3,3 %, en dessous de l'objectif fixé à 4,5 %. Grâce à cette performance, la taille de l'économie vietnamienne a atteint 514 Md USD, contre 476 Md USD en 2024, tandis que le PIB par habitant a atteint 5 026 USD, contre 4 700 USD l'année précédente. Pour rappel, pour 2025, le pays s'était fixé un objectif de croissance du PIB d'au moins 8 %, et ambitionne un taux de croissance supérieur à 10 % entre 2026 et 2045.

Nouveau record des échanges commerciaux du Vietnam en 2025

Selon le National Statistics Office (NSO), le Vietnam a clôturé l'année 2025 avec un volume total d'échanges commerciaux de 930 Md USD, en hausse de 18,2 % par rapport à 2024, établissant ainsi un nouveau record et dépassant le précédent record de 2024 (786 Md USD). Les exportations ont progressé de 17 %, totalisant 475 Md USD, tandis que les importations ont augmenté de 19,4 %, à 455 Md USD, portant l'excédent commercial du pays à 20 Md USD. Le pays a également enregistré un excédent commercial record de près de 134 Md USD avec les États-Unis, malgré les droits de douane américains. Les exportations vietnamiennes vers les États-Unis ont augmenté de 28,2 % pour atteindre 153 Md USD, alors que les importations vietnamiennes depuis les États-Unis ont augmenté de 27,7 % pour atteindre 19 Md USD. Parmi les principaux clients, les États-Unis restent en tête, suivis par la Chine (70,4 Md USD, +14,8 %), l'Union européenne (56,2 Md USD, +8,6 %), l'ASEAN (38,4 Md USD, +3,8 %), la Corée du Sud (28,9 Md USD, +12,7 %) et le Japon (26,8 Md USD, +8,8 %). La Chine reste le 1er fournisseur du Vietnam (186 Md USD, +29 % en glissement annuel), suivie par la Corée du Sud (60,5 Md USD, +8,1 %), l'ASEAN (52,6 Md USD, +12 %), le Japon (24,7 Md USD, +14,1 %), les États-Unis (19,3 Md USD, +27,7 %) et l'UE (17,6 Md USD, +5,4 %).

Proposition de création de 3 zones de libre-échange à Da Nang, Hô Chi Minh-Ville et Hai Phong

Le 5 décembre dernier, le ministère vietnamien des Finances a présenté au Premier ministre Pham Minh Chinh un plan visant à mettre en place des zones de libre-échange (aussi appelées « zones de promotion commerciale et touristique ») dans trois villes — Da Nang, Hô Chi Minh-Ville (HCMV) et Hai Phong — en 2026. Dans un premier temps, la proposition prévoit d'élaborer un cadre juridique pour de telles zones (lesquelles n'existent actuellement pas dans la législation vietnamienne) et d'expérimenter ce mécanisme incitatif dans les trois villes mentionnées ci-dessus. Dans un second temps, le dispositif pourrait être étendu à 6 - 8 zones d'ici 2030. La création de ces zones de libre-échange à Da Nang et Hai Phong avait déjà été validée par les autorités locales (décision n° 1142/QD-TTg du 16/06/2025 pour Da Nang, décision n° 4068/QD-UBND du 16/10/2025 pour Hai Phong), tandis que celle de HCMV, mise en place dès 2023 (résolution 98/2023/QH15), a vu son cadre juridique renforcé à la suite de l'adoption d'une résolution de l'Assemblée nationale le 11 décembre dernier.

Le MoIT envisage la libéralisation du marché de la vente d'électricité

Le ministère de l'Industrie et du Commerce (MoIT) a diffusé, le 12 décembre dernier, une proposition de décision visant à mettre en place un marché de l'électricité concurrentiel au Vietnam. Le texte prévoit la séparation des activités de production et des activités de gestion étatique, et mentionne la possibilité d'entrée d'entreprises privées sur le marché de la vente d'électricité au détail, à un prix défini par contrat. En parallèle, l'État devrait continuer de proposer — probablement via Électricité du Vietnam (EVN) — la possibilité de s'approvisionner à un tarif garanti. Cette réforme, qui serait appliquée à partir de 2027, constituerait une nouvelle étape vers l'ouverture du secteur depuis l'introduction de la concurrence dans

la génération (2012), puis dans la vente en gros (2019). Interrogée, EVN s'est dite assez dubitative, arguant d'un risque d'augmentation des prix de l'électricité du fait des contraintes de rentabilité des opérateurs, ainsi que de l'intégration des coûts réels, notamment des intrants. Cette annonce intervient alors que l'entreprise publique a indiqué avoir réalisé des profits cette année, lui permettant de commencer à résorber les pertes accumulées depuis 2022 et 2023 du fait de conditions climatiques difficiles.

Thaïlande

Mécanisme d'ajustement carbone aux frontières : choc de prix estimé à 890 M USD en 2026

Après sa phase transitoire 2023-2025, le Mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (MACF) entre en pleine application au premier janvier 2026. Pour la Thaïlande, le choc de prix initial est estimé à 890 M USD (28 Md THB) en 2026, soit 3,8 % des exportations thaïlandaises vers l'UE, selon le centre d'études Kasikorn Research. Le secrétaire du groupe « industrie sidérurgique » de la fédération des industries thaïlandaises (FTI), Bantoon Juicharern, juge néanmoins que « si la Thaïlande s'adapte à temps [...] elle pourra profiter d'une production bas-carbone pour faire croître ses exportations sur le long-terme », citant les producteurs utilisant des fours à arc électrique (EAF). Il a ajouté que le secteur devait accélérer l'adoption de systèmes de mesure de reporting et de vérification (MRV), augmenter l'utilisation d'énergie renouvelable grâce à des accords d'achat directs d'électricité (PPA) ou à des installations solaires sur site, et renforcer la traçabilité sur toute la chaîne d'approvisionnement. Sur les dix premiers mois de 2025, les exportations thaïlandaises de biens concernés par le MACF se sont établies à 364 M USD, en forte progression de +54,7 % en g.a.

Tourisme international : 32,9 M entrées en 2025, première baisse annuelle depuis le Covid

En 2025, la Thaïlande a enregistré 32,9 M entrées de touristes internationaux, soit une baisse en volume de -7,2 % selon l'Autorité du tourisme. Les revenus tirés de ces entrées sont estimés à 48,6 Md USD (1 500 Md THB), en baisse de -4,7 %. Les principales nationalités d'origine des touristes sont malaisiennes (4,5 M d'entrées), chinoise (4,5 M d'entrées), indienne (2,5 M d'entrées), russe (1,9 M d'entrées), et sud-coréenne (1,6 M d'entrées).

Dispositif de copaiement « 50-50 » : 2,6 Md USD dépensés au total

Le programme de subvention à la consommation Khon La Khrueng, aussi dit « 50-50 », a pris fin le 31 décembre 2025 et a généré des dépenses totales de consommation de 2,6 Md USD (84,2 Md THB) soit une contribution de +0,2 pt au PIB selon le ministère des Finances. Pour rappel, ce dispositif déjà mis en œuvre pendant la crise sanitaire a été réactivé le 29 octobre dernier, et consistait en la prise en charge par l'Etat de 50% de certaines dépenses du quotidien, via une application numérique, avec des plafonds par jour et global. Le coût pour le gouvernement est chiffré à 1,4 Md USD (42,8 Md THB).

Le secteur de l'assurance en Thaïlande face aux défis climatiques, démographiques et économiques

Guillaume Mirabaud, directeur général de Axa Thailand, a dressé un panorama des perspectives du secteur assurantiel en 2026, sur fond de fondamentaux négatifs internationaux (incertitude macroéconomique globale) et domestiques (ralentissement de l'activité, instabilité politique, dynamique démographique). En particulier, la société thaïlandaise doit se préparer à davantage d'événements climatiques extrêmes, à l'image des inondations dans le Sud du pays au T4 2025. Cela appelle à une meilleure couverture assurantielle des ménages et PME mais devrait également conduire à une hausse des prix et à une révision des procédures de souscription des contrats. Concernant l'assurance-maladie, le vieillissement démographique et l'augmentation des maladies émergentes pèsent à la hausse sur les prix selon la Thai General Insurance Association. D'après M. Mirabaud, « une forte volonté politique pour contenir les dépenses médicales et un accord entre les prestataires médicaux et les secteurs de l'assurance sous la supervision des autorités de régulation et du gouvernement » seront nécessaires pour que davantage de thaïlandais disposent d'une couverture santé privée. Néanmoins, sur le plan réglementaire, la surveillance des risques et les bonnes pratiques en matière d'assurance rattrapent leur retard sur les marchés plus matures, notamment en matière d'assurance des véhicules électriques « qui ont entraîné des pertes importantes à ce jour » selon M. Mirabaud.

Philippines

Le président Marcos Jr. promulgue le budget 2026 de 6 793 Md PHP

Le président Ferdinand Marcos Jr. a signé, ce 5 janvier, le projet de loi de finances pour 2026 s'élevant à 6 793 Md PHP (115 Md USD, +7 % en g.a.). Ce budget consacre des allocations records aux secteurs sociaux : 1 345 Md PHP (23 Md USD) pour l'Éducation, 448 Md PHP (8 Md USD) pour la Santé (dont 30 % à destination de l'assurance maladie) et 270 Md PHP (5 Md USD) pour la protection sociale. A noter qu'en marge de la signature, le ministre de la Santé Herbosa a annoncé la fin des « lettres de garantie » pour le programme MAIFIP, le fonds de secours destiné à couvrir les frais de santé des ménages à bas revenus. Cette pratique, jugée opaque et incompatible avec la loi sur la santé universelle, permettait jusqu'alors une intermédiation des élus dans l'attribution de l'aide médicale pouvant transformer la protection sociale en un outil de clientélisme politique. Les nouvelles règles d'application (IRR) sont attendues d'ici février. Enfin, le chef de l'État a exercé un veto sélectif sur 92,5 Md PHP (2 Md USD) de crédits non programmés, réduisant l'enveloppe initialement votée par le Congrès de 243,4 Md PHP. Dans un contexte marqué par les récents scandales de détournement de fonds publics, cette décision vise à renforcer la discipline budgétaire en limitant les dépenses hors budget régulier, critiquées pour leur manque de transparence.

Changement de paradigme pour le secteur de la défense désormais autorisé à recourir à l'endettement

La loi de finances 2026 introduit une nouvelle disposition permettant désormais au gouvernement de recourir à l'emprunt pour le financement de matériel de défense. Cette mesure autorise l'intégration de prêts d'aide publique au développement et de crédits export pour l'acquisition d'équipements : des outils financiers historiquement réservés aux domaines civils. Jusqu'à présent, les capacités d'achat de défense étaient limitées car restreintes au seul financement sur fonds propres (budget annuel au comptant). Ce pivot stratégique vise ainsi à accélérer la montée en puissance et la modernisation des forces armées via le financement par la dette.

L'inflation continue son ralentissement sur 2025 atteignant 1,7 % en moyenne

Malgré une légère remontée en décembre à 1,8 % (contre 1,5 % en novembre), l'inflation annuelle moyenne a poursuivi son ralentissement pour s'établir à 1,7 % en 2025 (contre 3,2 % en 2024 et 6,0 % en 2023), soit légèrement en deçà de l'objectif fixé par la Banque centrale (2-4 %). Cette trajectoire est portée par le ralentissement du poste « Aliments et boissons non alcoolisées » fortement pondéré, dont la croissance atteint 1,2 % sur l'année (4,4 % en 2024). En 2025, le premier contributeur à l'inflation moyenne demeure le poste « Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles » (30,8 %), suivi de près par l'alimentaire (27,1 %). Géographiquement, ce ralentissement est plus marqué en province, où l'inflation globale tombe à 1,5 % (3,4 % en 2024), tandis qu'elle reste plus résiliente à Metro Manila (2,4 % contre 2,6 % en 2024). Cette divergence peut s'expliquer par une correction plus rapide des coûts de subsistance hors de la capitale. L'inflation sous-jacente s'établit quant à elle à 2,4 % en 2025 (contre 3,0 % en 2024). A noter que le risque inflationniste étant désormais considéré comme maîtrisé à court terme, la BSP pourrait toutefois choisir une nouvelle baisse des taux lors de sa réunion de février ; le gouverneur Eli Remolona ayant précisé qu'un assouplissement serait privilégié « If the economy grows below five percent » sur 2025.

Cambodge

Le Cambodge renforce son aviation

Le 5 janvier 2026, le Sénat a approuvé une nouvelle loi sur l'aviation civile pour renforcer le cadre juridique de gestion et de développement du secteur de l'aviation civile cambodgienne. Elle actualise la loi de 2008. Elaboré avec l'appui de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), le nouveau texte intègre de nouvelles réglementations sur les drones, les activités aériennes, la formation, la construction et la maintenance des aéronefs, la météorologie, l'assurance, la sécurité et la protection de l'environnement. L'adoption de cette loi s'accompagne également de l'approbation de plusieurs accords et protocoles aériens. Parmi eux figurent l'Accord global sur le transport aérien UE-ASEAN de 2022, destiné à faciliter l'accès aux marchés et à renforcer la connectivité entre les deux régions ; le protocole n°3 de l'Accord sur le transport aérien ASEAN-Chine élargissant les droits de cinquième liberté ; et le protocole d'application des 11ème et 12ème paquets

de services aériens de l'ASEAN, ouvrant la voie à un marché de l'aviation plus libéralisé. Ces réformes visent à moderniser le cadre de l'aviation civile au Cambodge, afin d'en favoriser le développement. Actuellement, 36 compagnies exploitent des vols depuis et vers le Cambodge. Le pays dispose de vols directs avec seulement 15 pays, principalement en Asie. Il n'existe pas de vols directs entre le Cambodge et l'Europe, l'Amérique du Nord, l'Amérique du Sud, l'Afrique et l'Australie. Cela constitue un enjeu majeur pour le développement de sa connectivité internationale.

Près de 1 million de tonnes à l'exportation

En 2025, le Cambodge a exporté plus de 940 000 t de riz usiné (+45 %), pour une valeur de 602 M USD (+22,6 %), selon la Fédération cambodgienne de riz. Ce résultat marque une forte croissance et se rapproche de l'objectif de 1 Mt. Pour mémoire, de 2008 à 2024, les exportations annuelles de riz usiné du Cambodge ont varié entre plus de 300 000 et 600 000 t. Au cours des 7 à 8 dernières années, elles se sont stabilisées entre 600 000 et 650 000 t. Les principaux marchés pour le riz décortiqué sont l'Europe (339 417 t, +3,7%), l'ASEAN (273 657 t, +115,3 %) et la Chine (231 125 t, +96 %). Les autres destinations (l'Afrique, le Moyen-Orient, les États-Unis, le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande...) représentent 96 122 t (+21 %). On note ainsi la forte reprise des commandes chinoises et une forte hausse des exportations de riz vers l'ASEAN notamment vers Brunei, les Philippines, et pour la première fois le Laos. Le riz parfumé domine toujours (64 % du total contre 76 % en 2024), mais on observe pour la première fois une présence notable de brisures de riz (18,6 %). Le riz blanc représente 13,7 % (contre 18,7 % en 2024). Par ailleurs, les exportations de riz non décortiqué ont atteint plus de 6,8 Mt l'an dernier (+32 %), pour une valeur de 1,6 Md USD (+2,12 %). Le Vietnam demeure le plus gros acheteur de riz paddy, en important la quasi-totalité de riz paddy cambodgien exporté.

GNL prend son pas, solaire sous-exploité

La première centrale électrique au gaz naturel liquéfié (GNL), d'une capacité de 900 MW, est en cours de construction dans la province de Koh Kong. Ce projet, représentant un investissement de 1,5 Md USD, est porté par Royal Group of Companies. Equipée de deux turbines à gaz de 450 MW, la mise en service de la première unité est attendue d'ici la fin de 2026 ; voire début 2027. Un contrat d'exploitation et de maintenance de 208 M USD a été attribué à l'entreprise chinoise Shenzhen Nanshan Power. L'ingénierie et la construction sont assurées par China Machinery Engineering Corporation. Cette forte implication chinoise illustre toutefois la dépendance croissante du Cambodge vis-à-vis de la Chine dans le secteur stratégique de l'énergie. Il s'agit, pour Electricité du Cambodge (EDC) de compléter sa ligne de base, avec une centrale thermique moins émissive, moins coûteuses mais plus irrégulières. EDC doit pouvoir disposer d'une production de base, stable. En parallèle, EDC prévoit des solutions de stockage pour l'énergie solaire (BESS et STEP), alors que cette énergie devrait atteindre 13 % de la production cette année.

Laos

Réélection de Thongloun Sisoulith à la tête du Parti communiste laotien

Le 12^e Congrès national du Parti révolutionnaire populaire laotien, clôturé le 8 janvier 2026, a réélu Thongloun Sisoulith au poste de secrétaire général du Parti pour un second mandat. Le Congrès a également désigné 13 membres du Politburo et 73 membres du Comité central pour le quinquennat 2026-2030. Les travaux, placés sous le thème du renforcement du rôle dirigeant du Parti et de la construction d'une économie indépendante, ont abouti à l'adoption de documents stratégiques, dont le 10^e plan quinquennal de développement socio-économique. Thongloun Sisoulith a salué ces résultats comme une « grande réussite » et appelé à leur mise en œuvre effective. La prochaine étape politique sera l'élection de l'Assemblée nationale, prévue le 22 février 2026.

Birmanie

Baisse de la production, de l'emploi, et des commandes de l'industrie manufacturière en décembre

L'indice PMI manufacturier de S&P s'établit à 50,6 en décembre 2025, après 51,4 en novembre, marquant un ralentissement de l'activité manufacturière. Surtout, l'indice est uniquement maintenu au-dessus du seuil de contraction (50,0) par un allongement conséquent des délais d'approvisionnement, pour cause de pénurie de biens intermédiaires. En conséquence, les stocks de biens intermédiaires poursuivent leur baisse, étant utilisés pour soutenir la production. Ainsi, la production manufacturière se contracte, sur fond de repli des nouvelles commandes. L'emploi manufacturier diminue également, souffrant de problèmes persistants de rétention de la main d'œuvre.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Singapour, avec les contributions des Services économiques de Bangkok, Hanoï, Jakarta, Kuala Lumpur, Manille et Phnom Penh.

Rédaction : SER de Singapour (Donatien LACRESSE, Gauthier PERDEREAU-BILSKI, Emma ROUSSEAU, Martin SUTEAU)

Abonnez-vous : donatien.lacresse@dgtresor.gouv.fr ; gauthier.perdereau-bilski@attachefiscal.org ;
emma.rousseau@dgtresor.gouv.fr ; martin.suteau@dgtresor.gouv.fr